

2023 MSNA BULLETIN

Décembre 2023

Haïti

MESSAGES CLÉS

Plus de trois quarts des ménages présentent des besoins non satisfaits très extrêmes (4+) en abris et biens non alimentaires (ABNA) et en eau potable, hygiène et assainissement (EPHA).

- Dans les départements de la Grand'Anse et du Sud, une récente période de sécheresse, combinée à une résilience fragile face aux catastrophes naturelles,^{1,2} continue d'impacter l'accès à l'eau, aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire des ménages.³ En Grand'Anse, 37% des ménages dépendent de sources d'eau potables non améliorées, tandis que dans le Sud, 52% n'ont pu satisfaire 25% ou moins de leurs besoins prioritaires.
- Dans le département du Nord-Ouest, également vulnérable aux effets des aléas climatiques, 32% des ménages présentent des besoins non satisfaits très extrêmes (MSNI 4+) en ABNA et 27% des ménages signalent d'importants dommages au toit avec un risque d'effondrement.

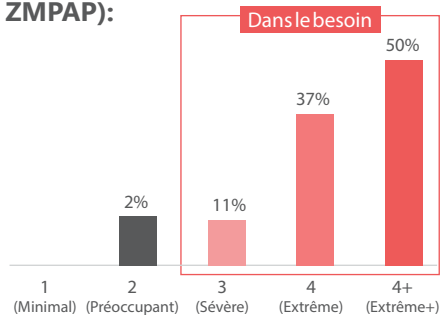
Dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP), le Centre et l'Artibonite, au moins la moitié des ménages présentent des besoins non satisfaits (3 ou plus) en protection.

- Près de la moitié des ménages dans la ZMPAP (58%), le Centre (55%), et l'Artibonite (49%) éprouvent des besoins non-satisfaits en protection. La principale préoccupation dans le département du Centre est liée à la protection de l'enfance, avec 44% des ménages dont l'activité principale des enfants est le travail en dehors du ménage.
- Dans la ZMPAP, les besoins non satisfaits en protection sont principalement liés aux incidents de protection auxquels font face les hommes et les femmes, tels que le risque de se faire tuer, les violences sexuelles, le harcèlement physique, le recrutement par un gang, les kidnappings et d'être touché par une balle perdue.

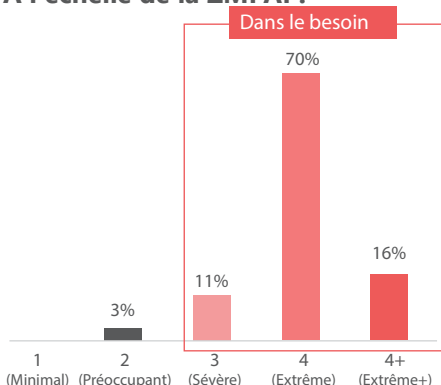
CONTEXTE En 2023, la complexité de la situation en Haïti pose d'importants défis à la coordination humanitaire, avec une augmentation de 300 000 personnes nécessitant une assistance par rapport à l'année précédente.⁴ IMPACT, par le biais de son initiative REACH, et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG) a facilité pour la deuxième année consécutive en Haïti une Evaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA) qui couvre l'ensemble du territoire, visant à informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour l'année 2024. La collecte de données s'est déroulée du 16 juin au 15 août 2023, impliquant l'enquête en personne de 4362 ménages.

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ⁵

À l'échelle des départements (hors ZMPAP):

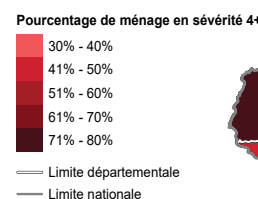
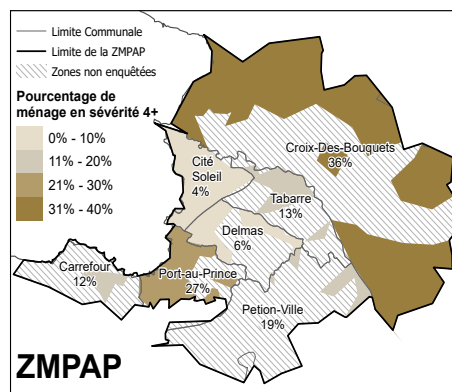


À l'échelle de la ZMPAP:



MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages en sévérité 4+, à l'échelle des départements et de la ZMPAP :



Pour obtenir des résultats plus détaillés, veuillez consulter nos bases de données pour les départements et la ZMPAP

ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU D'ENSEMBLE

CONTEXTE Haïti, classé au 163ème rang sur 191 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH),¹ fait face à des vulnérabilités structurelles accentuées par la détérioration des conditions climatiques, socioéconomiques, politiques et sécuritaires. La complexité de la crise haïtienne engendre des défis considérables pour la coordination humanitaire, notamment lorsque l'accès humanitaire devient une barrière de plus en plus tangible. Les contraintes sécuritaires, qui rendent certaines zones difficilement accessibles, entravent sérieusement la capacité des organisations humanitaires à élaborer efficacement une stratégie de réponse humanitaire intersectorielle sur l'ensemble du territoire. De plus, les données disponibles, souvent spécifiques à une intervention, un lieu ou un secteur, restreignent la portée de la coordination humanitaire dans l'élaboration d'une réponse intégrée à l'ensemble de la crise. Cette complexité se manifeste notamment par une inadéquation entre la sévérité de la crise et la couverture actuelle de l'aide humanitaire. Actuellement, seulement 26% des objectifs établis par le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2023 sont atteints en Haïti, malgré les signaux d'alarme liés à la détérioration exponentielle de la situation humanitaire, notamment en ce qui concerne les crises de protection, d'insécurité alimentaire, et de santé.²

En 2023, 5,2 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, comparativement à 4,9 millions en 2022, selon le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA).³ Cette situation est aggravée par une hausse du coût de la vie, un taux d'inflation élevé et une dépendance

de 60% aux importations alimentaires, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire.^{4,5} En 2021, un tremblement de terre dévastateur a touché plus de 800 000 personnes, nécessitant une aide d'urgence pour 650 000 d'entre elles.⁶ Plus récemment, une crise sanitaire liée à la résurgence du choléra a enregistré 24 232 cas suspects, parmi lesquels 1 742 cas ont été confirmés en janvier 2023.⁷ Parmi les principaux facteurs contribuant à l'épidémie, l'insécurité continue d'entraver l'accès aux zones touchées, restreignant la surveillance épidémiologique, l'installation de points de réhydratation orale et de centres de traitement du choléra (CTC), ainsi que le transport des patients vers les CTC.⁸ En effet, les activités des gangs armés se sont intensifiées et étendues, perturbant la vie quotidienne des habitants, entravant la circulation des biens essentiels et limitant l'accès aux services de base, ainsi qu'à l'aide humanitaire.

Près de la moitié des ménages dans la ZMPAP (43%) et en Artibonite (41%) présentaient des besoins de protection non satisfaits extrêmes.

Initialement concentrées dans certains quartiers de la ville de Port-au-Prince, les activités des gangs armés se sont propagées dans la majeure partie de la zone métropolitaine (ZMPAP) et de certains départements comme l'Artibonite.⁹ Selon les dernières données disponibles d'OCHA, au moins 1,5 million d'Haïtiens subissaient des violences et des restrictions de mouvement.¹⁰

CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

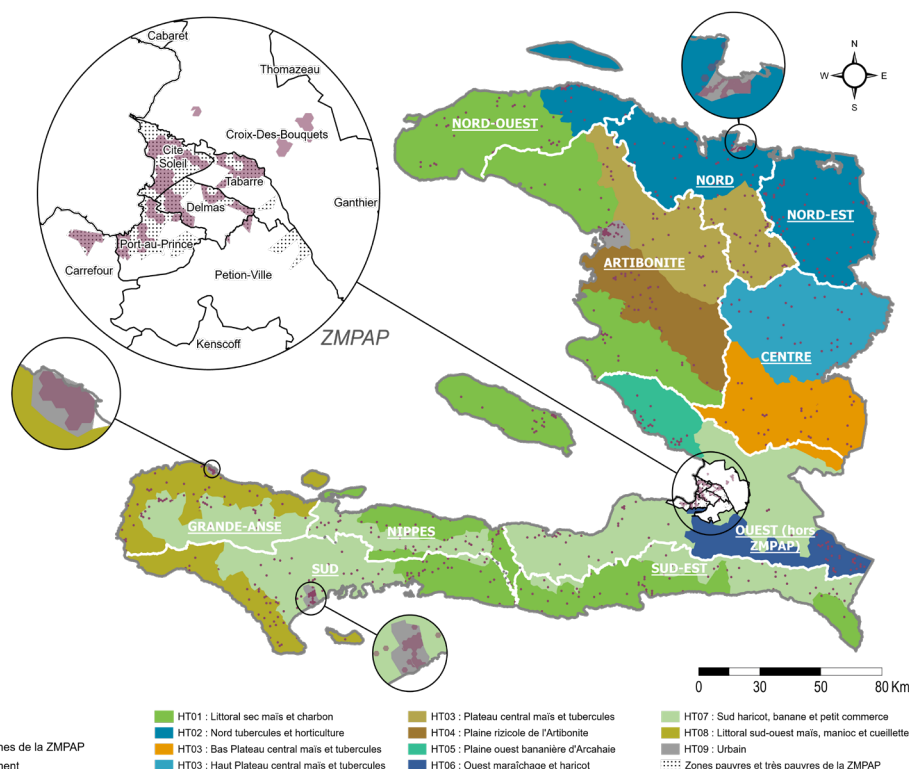
COUVERTURE géographique par départements et zones de moyens d'existence, ainsi que par communes dans la ZMPAP dans les zones pauvres et très pauvres.

Dates de collecte de données :

16 juin au 15 août 2023

Nombre de ménages évalués:

Total : 4362



INDICE MULTISECTORIEL DES BESOINS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité à l'échelle départementale (hors ZMPAP) :

Dans le besoin	1 (Minimal)	0%*
	2 (Préoccupant)	2%
	3 (Sévère)	11%
	4 (Extrême)	37%
	4+ (Extrême+)	50%

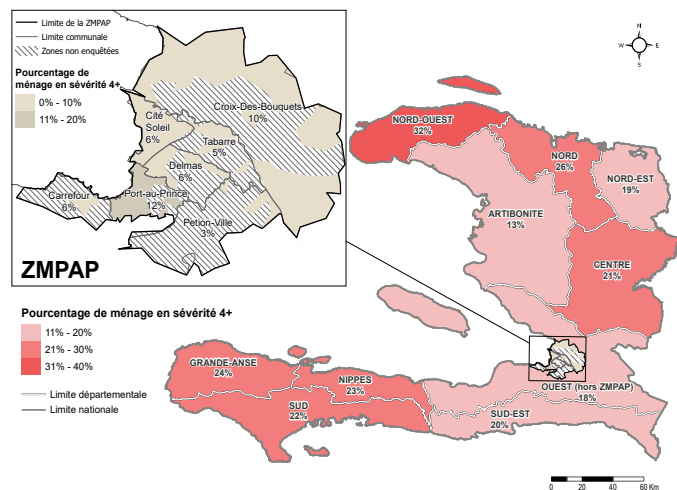
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage. Il repose sur la sévérité sectorielle la plus élevée identifiée pour chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+. La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. Le MSNI prend en considération tous les ménages dans le besoin dans au moins un secteur (sévérité de 3 ou plus). En cas d'absence de données pour une sévérité sectorielle, le MSNI est calculé sur le maximum des sévérités sectorielles disponibles. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en conforme au guide du [cadre analytique de la MSNA REACH](#), est disponible [ici](#).

*Le pourcentage complet non arrondi de ménages en phase de sévérité 1 (Minimal) est 0.07%.

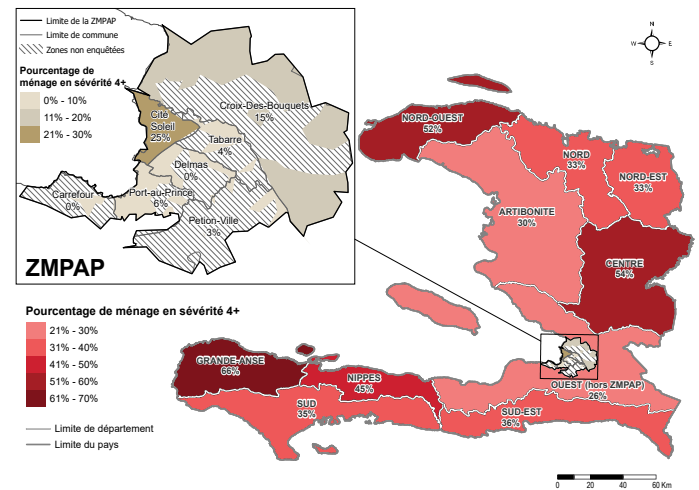
MÉNAGES DANS LE BESOIN DANS LES SECTEURS PRIORITAIRES

Les cartes ci-dessous illustrent les ménages en sévérité 4+ en se concentrant respectivement sur les secteurs ABNA et EPHA, en raison d'une forte concentration de ménages dans le besoin dans ces secteurs.

Pourcentage de ménages avec une sévérité du MSNI de 4+ en ABNA :



Pourcentage de ménages avec une sévérité du MSNI de 4+ en EPHA :



PHASE DE SÉVÉRITÉ DU MSNI PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité

À l'échelle départementale	1	2	3	4	4+
Grand-Anse	0%	1%	4%	24%	72%
Nord-Ouest	0%	2%	8%	23%	67%
Centre	0%	0%	6%	28%	66%
Nippes	0%	1%	15%	28%	56%
Sud-Est	0%	1%	11%	37%	50%
Nord	1%	3%	8%	39%	50%
Sud	0%	4%	11%	37%	48%
Nord-Est	0%	1%	10%	47%	43%
Ouest	0%	2%	16%	42%	39%
Artibonite	0%	4%	12%	46%	38%
À l'échelle de la ZMPAP :	1	2	3	4	4+
ZMPAP	0%	3%	11%	70%	16%

*Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégé et eau de surface. Les abris non adéquats incluent les options suivantes: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en bloc/parpaing, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, tente, abri collectif, bâtiment non couvert/non fini.

À l'échelle des départements (hors ZMPAP), au moins **87% des ménages ont des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes (sévérité 4 ou 4+) non satisfaits**. Par ailleurs, les ménages situés dans les départements de la **Grand-Anse (72%), du Nord-Ouest (67%) et du Centre (66%)** présentent davantage de besoins multisectoriels très extrêmes, notamment en **EPHA et ABNA**. En raison d'un accès insuffisant aux infrastructures d'eau ou d'assainissement et à des abris adéquats, plus d'un tiers de ces ménages **dépendent de sources d'eau non améliorées pour boire et/ou vivent dans des abris non adéquats***.

Dans la **ZMPAP**, au moins **97% des ménages présentent des besoins** (sévérité 3 ou plus), dont plus de la moitié en **ABNA (76%), EPHA (61%), protection (58%) et sécurité alimentaire (55%)**. Dans les communes de **Croix-des-Bouquets et Cité-Soleil**, au moins **96% et 94%** des ménages présentent des besoins extrêmes ou très extrêmes (sévérité 4 ou 4+).

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DETERMINANTS

Quelles populations affichent les besoins les plus importants ? Où sont-elles concentrées ? Quels sont les principaux facteurs déterminants de ces besoins ?

68%

des ménages à l'échelle départementale (hors ZMPAP) ont des **besoins non satisfaits extrêmes et très extrêmes en ABNA.**

56%

des ménages à l'échelle départementale (hors ZMPAP) ont des **besoins non satisfaits extrêmes et très extrêmes en EPHA.**

- Les départements affichant la plus grande proportion de ménages dont les besoins étaient identifiés comme **très extrêmes** sont la **Grand'Anse (72%)** et le **Nord-Ouest (67%)**.
- Deux secteurs expliquent cette forte proportion de ménages dans le besoin. En effet, **78% des ménages évalués avaient des besoins non satisfaits en ABNA, tandis que 77% présentaient des besoins en EPHA.**

ABNA

- En terme des conditions d'ABNA, le département du **Nord-Ouest présente la proportion la plus élevée des ménages avec des besoins non satisfaits très extrêmes (32%)**. Les besoins en ABNA étaient associés au type d'abri, avec 42% des ménages à l'échelle départementale et 58% dans la ZMPAP résidant dans des logements non adéquats*.
- À l'échelle départementale, 68% des ménages (hors ZMPAP) vivent dans un abri non résistant aux aléas climatiques.** Cette proportion était particulièrement élevée en **Grand'Anse (87%), dans le Sud (84%) et dans le Centre (82%)**. Dans le département de la Grand'Anse, fortement touché par le séisme de 2021 et l'ouragan Matthew de 2016, **18% des ménages ont signalé avoir subi un choc ayant entraîné leur expulsion de leur logement.**

EPHA

- Les **besoins en EPHA** résultent principalement du manque d'accès à des latrines améliorées, avec **23% des ménages utilisant des installations non améliorées et 24% n'ayant aucune installation à l'échelle départementale.** En **Grand'Anse**, 50% des ménages ont indiqué ne pas utiliser d'installation sanitaire.
- Le département de la Grand'Anse fait aussi partie des

trois départements où les ménages ont le plus souvent recours à des **sources d'eau non améliorées (37%) aux côtés du Centre (40%) et du Nord-Ouest (37%)**.

Protection

- Près de la moitié des ménages dans le **Centre (55%) et l'Artibonite (49%) présentent des besoins non satisfaits en matière de protection.** Dans le **Centre**, ce chiffre semble être influencé par le fait qu'environ un tiers des ménages ne possède pas de documents officiels d'identité. En **Artibonite**, il est davantage **lié à l'exposition à des incidents de protection** tels que le **risque de se faire tuer pour les hommes (9%)**, les **restrictions de mouvement (8%)**, ou encore les **risques pour les femmes de subir du harcèlement ou de la violence sexuelle (11%)**.

25% des ménages en Artibonite ont signalé être exposés à des risques de protection sévères à extrêmes auxquels font face les hommes et les femmes.

- En ce qui concerne la **protection de l'enfance**, le **Centre** enregistre la plus forte proportion de ménages signalant qu'au moins un enfant **travaille en dehors du ménage (44%)**, principalement pour **chercher de l'eau (37%)** ou exerçant des **activités qualifiées de risquées, dégradantes ou illégales (8%)**.
- Dans la **ZMPAP, 43% des ménages sont confrontés à des besoins extrêmes et très extrêmes** en matière de protection, principalement liés à des incidents de protection, tels que le **risque de blessures ou de décès par balle perdue (40% pour les femmes, 57% pour les hommes)**.

Sécurité Alimentaire

- Les départements de la **Grand'Anse, du Nord-Ouest et du Centre sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire, avec 64% des ménages ayant des besoins non satisfaits.** En **Grand'Anse** et dans le **Centre, 31% des ménages se situent en niveau pauvre du Score de Consommation Alimentaire (FCS)**. Le **Nord-Ouest connaît un isolement géographique et des infrastructures limitées**, entravant l'inclusion de la production agricole dans les marchés d'exportation et restreignant l'accès aux canaux de distribution.¹

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur, à l'échelle des départements (hors ZMPAP) :

Secteur	Pourcentage
ABNA	78%
EPHA	77%
Sécurité alimentaire	52%
Protection	41%
Éducation	18%
Santé	17%

Aide à la lecture: 78% des ménages à l'échelle départementale (hors ZMPAP) ont des besoins en ABNA, tandis que 77% ont des besoins en EPHA.

Profils de besoins multisectoriels les plus communs, par département (hors ZMPAP) :²

Départements	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	ABNA	EPHA
Total (15%)		✓			✓	✓
Grand'Anse (23%)		✓			✓	✓
Nord-Ouest (18%)		✓			✓	✓
Centre (17%)		✓		✓	✓	✓

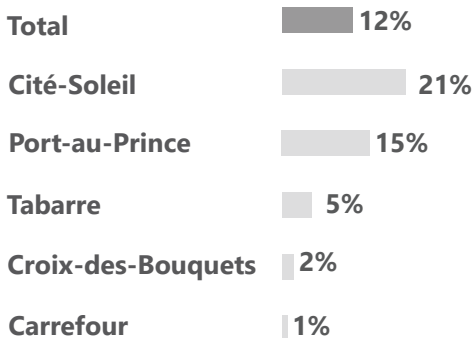
Aide à la lecture: Le tableau ci-dessus montre les **combinaisons les plus fréquentes entre les secteurs qui conduisent un ménage à être considéré comme ayant des besoins au niveau intersectoriel avec un seuil de sévérité sévère ou plus.** En l'occurrence, dans les départements avec la plus haute proportion de ménage avec un seuil de sévérité très extrême, à savoir la Grand'Anse, le Nord-Ouest et le Centre, **les ménages ont des besoins en Sécurité Alimentaire, ABNA et EPHA.** Dans le Centre, les besoins non satisfaits en protection s'ajoutent à cette combinaison, conduisant 17% des ménages à être dans le besoin.

ASSISTANCE HUMANITAIRE ET REDEVABILITÉ

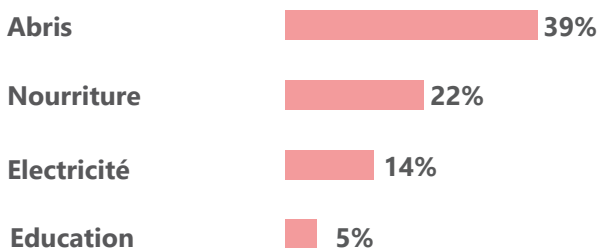
A l'échelle départementale (hors ZMPAP), **3% des ménages ont déclaré avoir reçu une assistance humanitaire** au cours des 12 mois précédant la collecte de données. Cette aide a été principalement reçue dans la **Grand'Anse (6%), le Sud, le Nord-Ouest et les Nippes (5%)**. Dans le **Sud** et le **Nord-Ouest**, respectivement **37% et 34% des ménages ont rencontré des obstacles à l'accès à l'aide humanitaire**. Parmi ces ménages, le **favoritisme pendant la sélection était l'obstacle le plus fréquent** dans le Sud (**56%**), tandis que le **manque d'information sur la manière d'accéder à l'aide** prévalait dans le Nord-Ouest (**71%**).

Dans la **ZMPAP**, l'accès à l'aide humanitaire a atteint **12% des ménages**. Dans la commune de **Cité Soleil**, cette proportion s'élève à **21%**. Dans la commune de **Port-au-Prince**, où 15% des ménages ont reçu une assistance, les principaux services reçus rapportés comprennent **des distributions alimentaires (31%), des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (23%), des transferts monétaires inconditionnels (23%)** et des **services d'abris (15%)**.

% de ménages ayant reçu une assistance humanitaire dans la ZMPAP (au cours des 12 mois précédant la



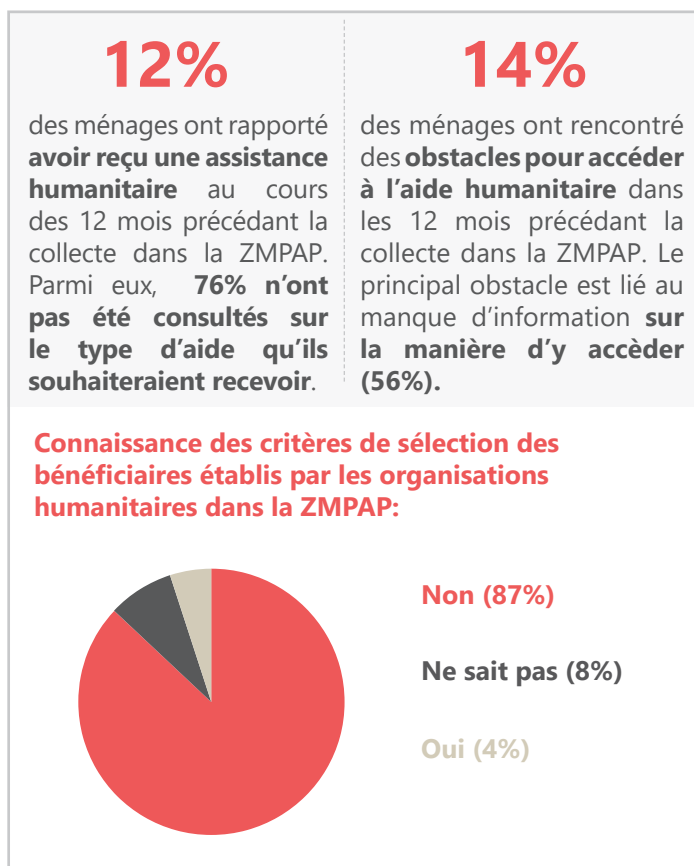
Besoins prioritaires signalés par les ménages à l'échelle départementale (hors ZMPAP) :



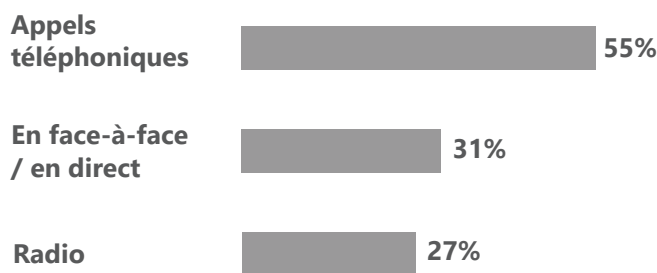
*Dans la ZMPAP, seules les zones classées comme pauvres (P) et très pauvres (TP) ont fait l'objet de l'enquête.

Source d'information préférée pour recevoir des informations sur l'aide humanitaire, à l'échelle départementale (hors ZMPAP) :

Station de radio	41%
Agence nationale d'aide humanitaire	32%
Agence internationale d'aide humanitaire	27%
Chaîne télévisée	16%
Leader communautaire	15%

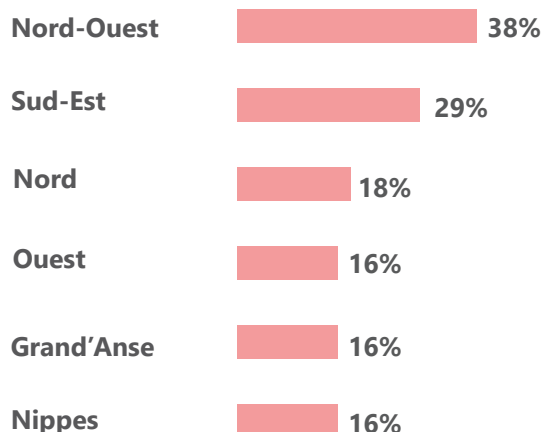


Canaux de communication préférés à l'échelle départementale (hors ZMPAP) :*



*Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses.

Départements où la plus grande proportion de ménages ont rapporté n'avoir aucune couverture réseau :



REMERCIEMENTS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



FINANCÉE PAR :



Aide humanitaire
et Protection civile



AVEC LE SOUTIEN DE :



People for development



Groupe JEVIDEV

Méthodologie. La collecte de données s'est déroulée du 16 juin au 15 août 2023, avec la participation de 4362 ménages répartis dans les 10 départements. Les entretiens ont été menés en personne. REACH a assuré la collecte pour les ménages en population générale. L'échantillon est stratifié par grappes, avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% à l'échelle départementale, ainsi qu'un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10% à l'échelle de la ZMPAP. Les données sont représentatives au niveau des départements et des zones de moyens d'existence pour l'ensemble du territoire hors ZMPAP, et à l'échelle des zones de richesse pour la ZMPAP ainsi que par commune pour les zones « pauvres » et « très pauvres ». Du fait de contraintes d'accès sécuritaires, les échantillons pour les strates ZME du Sud-Est - HT07, Artibonite - HT04, Artibonite - HT09, Grand'Anse - HT08, Nord-Ouest - HT02 et pour les strates de la ZMPAP Croix-des-Bouquet Pauvres (P) + Très Pauvres (TP) et Pétionville P + TP n'ont pas pu être complétés et les résultats doivent être considérés comme indicatifs.

Note - une [annexe méthodologique](#) utilisant le modèle d'annexe méthodologique MSNA doit également être produite et diffusée avec ce bulletin.

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).



Aide humanitaire
et Protection civile



NOTES DE FIN

PAGE 1

¹ Banque Mondiale, [Les leçons de l'ouragan Matthew en Haïti](#), 2021

² UNICEF, [Massive earthquake leaves devastation in Haiti](#), 2021

³ PAM, [Haiti: Analyse des conditions de sécheresse](#), 2023

⁴ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires](#), 2023

⁵ Les différents niveaux de sévérité peuvent être approximativement définis comme suit :

- Très extrême (4+) : Indication d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement dangereuses pour la vie (risque accru de mortalité et/ou atteinte irréversible au bien-être physique ou mental).
- Extrême (4) : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) atteinte importante au bien-être physique ou mental.
- Sévère (3) : Dégradation du niveau de vie (par rapport au niveau habituel/typique). Réduction de l'accès/disponibilité des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- Préoccupant (2) : Les niveaux de vie sont sous pression. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental/ état préoccupant du bien-être physique ou mental en général.
- Minimal (1) : Le niveau de vie est acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou de services de base inadéquats. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

Pour plus de détails, voir la note méthodologique.

PAGE 2

1 PNUD, [Classement de l'Indice de Développement Humain](#), 2022

2 OCHA, [Aperçu de besoins humanitaires](#), 2023

3 OCHA, [Aperçu de besoins humanitaires](#), 2023

4 Trading Economics, [Haïti Inflation Rate](#), 2023.

5 Worldbank, [Haiti Overview](#), 2022

6 UNICEF, [Massive earthquake leaves devastation in Haiti](#), 2021

7 OPS/OMS, [Cholera epidemic in Hispaniola](#), 2023

8 OPS/OMS, [Cholera epidemic in Hispaniola](#), 2023

9 ACLED, [Haiti: Expanding Gang Activity Amid Persisting Political Instability](#), 2023

10 OCHA, [Haiti: Humanitarian note: The impact of violence, 31 Mars](#), 2023

PAGE 4

1 BID, [Une approche spatiale pour analyser l'insécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest d'Haïti](#), 2022

2 Tableau exhaustif des profils de besoins multisectoriels les plus courants, par département (hors ZMPAP):

Départements	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	Protection	ABNA	EPHA
Total (15%) (hors ZMPAP)		✓			✓	✓
Grand-Anse (23%)		✓			✓	✓
Nord-Ouest (18%)		✓			✓	✓
Centre (17%)		✓		✓	✓	✓
Nippes (19%)					✓	✓
Sud-Est (14%)		✓			✓	✓
Nord (16%)		✓			✓	✓
Sud (15%)					✓	✓
Nord-Est (18%)					✓	✓
Ouest (18%)					✓	✓
Artibonite (11%)		✓		✓	✓	✓
ZMPAP (9%)		✓			✓	✓